

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 février 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session extraordinaire 1999 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi du 9 septembre 1999 déposée par MM. Vandeurzen, Verherstraeten et Van Parys, n° 67/1.

Session ordinaire 1999-2000 :

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 67/2 à 10. — Rapport du 14 avril 2000 de M. Bourgeois, n° 67/11. — Texte adopté par la commission, n° 67/12. — Erratum, n° 67/13. — Amendements, n° 67/14. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 67/15.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 3 et 4 mai 2000.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-422/1. — Amendements, n° 2-422/2. — Avis du Conseil d'Etat, n° 2-422/3.

Session ordinaire 2000-2001 :

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 2-422/4 à 6. — Rapport du 23 novembre 2000 de Mme Kaçar, n° 2-422/7. — Texte adopté par la commission, n° 2-422/8. — Amendement, n° 2-422/9. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-422/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 30 novembre 2000.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 67/16. — Amendements, n°s 67/17 à 19. — Rapport du 19 janvier 2001 de M. Bourgeois, n° 67/20. — Texte adopté par la commission, n° 67/21. — Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat, n° 67/22.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 25 janvier 2001.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, n° 2-422/11. — Rapport du 6 février 2001 de Mme Kaçar, n° 2-422/12. — Texte adopté par la commission, n° 2-422/13. — Décision de se rallier au projet réamendé par la Chambre des représentants, n° 2-422/14.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 8 février 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 februari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Buitengewone zitting 1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel van 9 september 1999 ingediend door de heren Vandeurzen, Verherstraeten en Van Parys, nr. 67/1.

Gewone zitting 1999-2000 :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 67/2 tot 10. — Verslag van 14 april 2000 van de heer Bourgeois, nr. 67/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 67/12. — Erratum, nr. 67/13. — Amendementen, nr. 67/14. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 67/15.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 3 en 4 mei 2000.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-422/1. — Amendementen, nr. 2-422/2. — Advies van de Raad van State, nr. 2-422/3.

Gewone zitting 2000-2001 :

Parlementaire stukken. — Amendementen, nr. 2-422/4 tot 6. — Verslag van 23 november 2000 van Mevr. Kaçar, nr. 2-422/7. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-422/8. — Amendement, nr. 2-422/9. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-422/10.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 november 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 67/16. — Amendementen, nrs. 67/17 tot 19. — Verslag van 19 januari 2001 van de heer Bourgeois, nr. 67/20. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 67/21. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Senaat, nr. 67/22.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 januari 2001.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-422/11. — Verslag van 6 februari 2001 van Mevr. Kaçar, nr. 2-422/12. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-422/13. — Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers opnieuw geamendeerde ontwerp, nr. 2-422/14.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 februari 2001.

F. 2001 — 915

[C - 2001/09258]

23 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires et abrogeant l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire a été signé le 13 juin 1999. Il s'est avéré très vite que cet arrêté soulevait dans la pratique certaines objections, notamment

N. 2001 — 915

[C - 2001/09258]

23 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen en tot opheffing van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op 13 juni 1999 werd het koninklijk besluit houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut ondertekend. Al vrij spoedig bleek dit besluit in de praktijk op heel wat bezwaren te

l'absence d'une mesure transitoire réglant le statut juridique des aumôniers qui étaient effectivement en service à ce moment, une dérogation au régime des pensions et un statut pécuniaire incomplet.

La publication de cet arrêté a créé des attentes qu'il n'est pas possible d'honorer sans des efforts financiers considérables. Les cadres repris dans cet arrêté impliquaient déjà un doublement des moyens financiers à charge du budget et de plus, les organes représentatifs n'étaient pas en mesure de recruter le personnel à court terme.

Pour ces raisons, l'entrée en vigueur dudit arrêté a été suspendue, afin de permettre un réexamen du texte. De plus, une enquête scientifiquement fondée, relative à la conviction religieuse ou morale des détenus a été effectuée afin de refléter correctement les besoins.

Il en ressort que les orientations prises dans l'arrêté royal du 13 juin 1999 ne correspondent pas aux résultats de ladite enquête. Suite au report de l'entrée en vigueur de cet arrêté, il n'a jamais sorti ses effets de plein droit en aucune conséquence juridique n'en a été tirée.

Le Gouvernement actuel est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de créer encore une institution en plus, à savoir un service pour les aumôniers et conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires. Les aumôniers ont une mission spécifique, tout comme les autres auxiliaires, dans le cadre d'une politique de détention humaine. A ces fins, les cultes reconnus et la philosophie non-confessionnelle peuvent déléguer des personnes prêtant une assistance religieuse ou morale.

La charge financière de cette assistance religieuse ou morale doit rester limitée, sans que cela doive porter préjudice à l'assistance morale ou religieuse qui est organisée dans les établissements pénitentiaires, par l'intermédiaire de personnes désignées à cet effet par les organes représentatifs. Un certain nombre de ces personnes bénéficieront d'une rémunération à charge des autorités, mais cela ne vaut pas pour toutes les personnes autorisées à fournir une assistance religieuse ou morale au sein d'un établissement pénitentiaire.

A l'heure actuelle, les aumôniers ou les personnes désignées par les organes représentatifs des cultes reconnus et les conseillers moraux de la philosophie non-confessionnelle ont accès aux prisons. L'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires ne mentionne que les religions. Ce texte est la base du fonctionnement de l'assistance religieuse ou morale au sein des établissements pénitentiaires et contient déjà bon nombre de dispositions à cet égard. Il est dès lors logique qu'au lieu de mettre des dispositions en ce domaine dans un arrêté distinct, on les intègre dans la réglementation existante, ce qui reflète ainsi la situation réelle. De cette manière, on tient compte du fait que les personnes prêtant une assistance morale ou religieuse dans les établissements pénitentiaires, bien qu'elles soient désignées par les organes représentatifs, sont des acteurs dans le cadre du fonctionnement des établissements pénitentiaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

23 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires et abrogeant l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 21, 37 et 40 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, notamment les articles 16, et 25, modifiés par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, l'article 26, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 9 mars 2001, l'article 37, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990, 4 avril 1991 et 10 février 1999, les articles 40 et 42, modifiés par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, les

stuiten, met name het ontbreken van een aantal overgangsmaatregelen tot regeling van de rechtspositie van de aalmoezeniers die op dat ogenblik effectief in dienst waren, een afwijking van het pensioenregime en een onvolledig geldelijk statuut.

Ten onrechte werden met de publicatie van dat besluit een aantal verwachtingen gecreëerd, waaraan het niet mogelijk was tegemoet te komen zonder een belangrijke financiële inspanning. De kaders die in dat besluit waren opgenomen, impliceerden reeds een verdubbeling van de geldelijke last op de begroting en bovendien was het niet mogelijk voor de representatieve organen op korte tijd personeel aan te werven.

Om die redenen werd de inwerkingtreding van voornoemd besluit dan ook opgeschort, zodat een analyse van de tekst mogelijk was en er bovendien een wetenschappelijk verantwoord onderzoek naar de geloofsovertuiging van de gedetineerden kon plaatsvinden, teneinde een exact beeld van de behoeften in kaart te brengen.

Daaruit is gebleken dat de opties en oriëntaties die in het koninklijk besluit van 13 juni 1999 waren genomen, niet aan de resultaten van dat onderzoek beantwoordden. Door de opschorting van de inwerkingtreding heeft het besluit ook nooit zijn volle rechtskracht bekomen en werden er geen rechtsgevolgen aan ontleend.

De huidige Regering is van oordeel dat het niet noodzakelijk is om nog een bijkomende structuur, in de zin van een dienst voor aalmoezeniers en moreel consultants bij de strafinrichtingen, in het leven te roepen. De aalmoezeniers hebben net als andere hulpverleners binnen een strafinrichting een bijzondere en belangrijke taak in het kader van een humane detentiefunctie. Daarvoor kunnen de erkende erediensten en de niet-confessionele levensbeschouwing personen afvaardigen die religieuze of morele bijstand verlenen.

De financiële last van die morele en religieuze bijstand dient dan ook beperkt te blijven, zonder dat hiermee evenwel afbreuk moet worden gedaan aan de religieuze en morele bijstand die binnen de strafinrichtingen kan worden geboden, door middel van personen die door de representatieve organen worden aangesteld. Deze personen zullen in een aantal gevallen een bezoldiging ten laste van de overheid ontvangen, maar dat hoeft niet te gelden voor alle personen die worden toegelaten om binnen de strafinrichting morele of religieuze bijstand te verlenen.

Op dit ogenblik hebben aalmoezeniers of personen aangeduid door de erkende erediensten en moreel consultants van de niet-confessionele levensbeschouwing toegang tot de strafinrichtingen. In het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, werd tot op heden enkel en alleen maar over de erediensten gesproken. Deze tekst is de zetel van de regelgeving inzake religieuze en morele bijstand en bevatte reeds heel wat bepalingen ter zake. Het is dan ook logisch, dat in plaats van die teksten op te nemen in een afzonderlijk besluit, men die integreert in de bestaande wetgeving, die daardoor in overeenstemming komt met de werkelijke toestand. Daardoor wordt er ook rekening gehouden met het feit dat de personen die religieuze of morele bijstand verlenen, hoewel ze worden aangeduid door representatieve organen, actoren zijn binnen de werking van de strafinrichtingen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en de zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

23 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen en tot opheffing van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consultants bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 21, 37 en 40 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, inzonderheid op de artikelen 16 en 25, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, op artikel 26, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 9 maart 2001, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990, 4 april 1991 en 10 februari 1999, op de artikelen 40 en

articles 43 à 46, les articles 48 à 55 et l'article 92, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut mettre un terme à l'insécurité juridique qui existe en raison des reports successifs de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire;

Considérant que les options et les orientations prises dans l'arrêté précité ne répondent pas aux besoins;

Considérant que la base de la réglementation, notamment l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, doit être mis sans délai en concordance avec la situation réelle dans les établissements pénitentiaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 2, 2), les mots "ou aux célébrations relatives à l'assistance morale non-confessionnelle" sont ajoutés après les mots "d'un culte";

b) dans l'alinéa 2, 3), les mots "ou du conseiller islamique" sont insérés entre les mots "pratiquer" et "tant";

c) dans l'alinéa 2, 4), les mots "soit d'un conseiller islamique" sont insérés entre le mot "aumônier" et les mots "soit d'un conseiller moral";

d) dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, 4), les mots "morele consulent" sont remplacés par les mots "moreel consulent";

e) dans l'alinéa 4, les mots "ou de l'assistance morale non-confessionnelle" sont insérés entre les mots "le sien" et "notamment".

Art. 2. Dans le Titre II, Chapitre III, section 2, du même arrêté, l'intitulé de la sous-section première est remplacé par l'intitulé suivant : "Sous-section première - Par des membres du personnel, les aumôniers, les conseillers islamiques et les conseillers moraux".

Art. 3. Dans l'article 25, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "du conseiller islamique" sont insérés entre les mots "de l'aumônier," et les mots "du conseiller moral";

b) dans le texte néerlandais, les mots "morele consulent" sont remplacés par les mots "moreel consulent".

Art. 4. Dans l'article 26, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 9 mars 2001, les mots "des aumôniers, conseillers moraux ou conseillers islamiques" sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 37 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990, 4 avril 1991 et 10 février 1999, les mots suivants sont supprimés : "par les aumôniers des cultes reconnus, par les conseillers moraux".

Art. 6. Dans le Titre II, Chapitre IV, du même arrêté, l'intitulé de la section 3 est remplacé par l'intitulé suivant : "Pratique des cultes ou de l'assistance morale non-confessionnelle et assistance morale ou religieuse sur la base des déclarations faites par les détenus conformément à l'article 16, alinéa 2".

42, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, op de artikelen 43 tot 46, de artikelen 48 tot 55 en op artikel 92, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er een einde dient te worden gesteld aan de rechtsonzekerheid die bestaat door de opeenvolgende opschorting van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut;

Overwegende dat de in voornoemd besluit genomen opties en oriëntaties niet aan de behoeften beantwoorden;

Overwegende dat de basis van de reglementering, zijnde het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, onverwijld in overeenstemming dient te worden gebracht met de werkelijke situatie binnen de strafinrichtingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid, 2), worden de woorden "of aan de vieringen inzake de niet-confessionele morele dienstverlening" ingevoegd tussen het woord "eredienst" en het woord "wil";

b) in het tweede lid, 3), worden de woorden "of van de islamconsulent" ingevoegd tussen het woord "beoefenen" en het woord "zowel";

c) in het tweede lid, 4) worden de woorden "van een islamconsulent" ingevoegd tussen de woorden "aalmoezenier of" en de woorden "van een morele";

d) in de Nederlandse tekst van het tweede lid, 4), worden de woorden "morele consulent" vervangen door de woorden "moreel consulent";

e) in het vierde lid, worden de woorden "of van de niet-confessionele morele dienstverlening" ingevoegd tussen de woorden "dan de zijne" en de woorden "mag bijwonen".

Art. 2. In Titel II, Hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 1 vervangen als volgt : "Onderafdeling 1 - Door leden van het personeel, de aalmoezeniers, de islamconsulenten en de moreel consulenten".

Art. 3. In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de islamconsulent" worden ingevoegd tussen het woord "aalmoezenier" en de woorden "de morele consulent";

b) in de Nederlandse tekst worden de woorden "de morele consulent" vervangen door de woorden "de moreel consulent".

Art. 4. In artikel 26, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 9 maart 2001, vervallen de volgende woorden : "van de aalmoezeniers, moreel consulenten of islamconsulenten".

Art. 5. In artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990, 4 april 1991 en 10 februari 1999, vervallen de volgende woorden : "de aalmoezeniers van de erkende erediensten, de moreel consulenten".

Art. 6. In Titel II, Hoofdstuk IV, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen als volgt : "Uitoefening van de eredienst of de niet-confessionele morele dienstverlening en religieuze of morele bijstand op grond van de verklaringen van de gedetineerden overeenkomstig artikel 16, tweede lid".

Art. 7. Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans la section 3 du Titre II, Chapitre IV, du même arrêté :

« Art. 39bis. § 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° aumônier : toute personne, qu'elle soit ou non rémunérée à charge de l'autorité, proposée par l'organe représentatif compétent d'un culte reconnu, à l'exception du culte islamique, en vue de fournir une assistance religieuse dans un établissement pénitentiaire et qui est autorisée à cet effet par le Ministre de la Justice;

2° conseiller islamique : toute personne, qu'elle soit ou non rémunérée à charge de l'autorité, proposée par l'organe représentatif du culte islamique en vue de fournir une assistance religieuse dans un établissement pénitentiaire et qui est autorisée à cet effet par le Ministre de la Justice;

3° conseiller moral : toute personne, qu'elle soit ou non rémunérée à charge de l'autorité, proposée par une organisation reconnue offrant une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle en vue de fournir une assistance morale dans un établissement pénitentiaire et qui est autorisée à cet effet par le Ministre de la Justice;

4° aumônier en chef, conseiller islamique-chef de service et conseiller moral-chef de service : respectivement l'aumônier, le conseiller islamique et le conseiller moral proposé par l'organe représentatif compétent et reconnu par le Ministre de la Justice comme interlocuteur auprès de l'Administration;

5° organe représentatif compétent : organe qui représente l'autorité religieuse d'un culte reconnu ou l'autorité d'une organisation reconnue offrant une assistance morale selon une conception philosophique non-confessionnelle auprès de l'autorité civile.

§ 2. Les aumôniers, conseillers islamiques et conseillers moraux ne sont pas membres du personnel de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires et n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat.

§ 3. L'autorisation accordée est valable pour un ou plusieurs établissements déterminés.

Le Ministre de la Justice est compétent pour retirer temporairement ou définitivement l'autorisation ou la reconnaissance accordée, notamment en cas d'infraction aux règles contenues dans l'article 48 du présent arrêté.

Cette décision est notifiée par écrit selon le cas à l'aumônier en chef, au conseiller islamique-chef de service ou au conseiller moral-chef de service dans un délai de dix jours.

§ 4. En cas d'absence, l'aumônier en chef, le conseiller islamique-chef de service et le conseiller moral-chef de service sont remplacés respectivement par un aumônier, un conseiller islamique et un conseiller moral autorisé par le Ministre de la Justice. »

Art. 8. L'article 40 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. Les détenus reçoivent à leur demande l'assistance morale et religieuse d'un ministre de leur culte ou l'assistance morale d'un conseiller moral.

Ces derniers seront mis en possession d'une carte d'identification délivrée par le Ministre de la Justice. »

Art. 9. L'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 1990, est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 43 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "les conseillers islamiques," sont insérés entre les mots "les aumôniers," et les mots "et les conseillers moraux";

b) dans le texte néerlandais, les mots "de morele consulenten" sont remplacés par les mots "de moreel consulenten";

c) les mots suivants sont supprimés : "à moins que ces détenus n'en fassent expressément la demande".

Art. 11. Dans le texte néerlandais de l'article 44 du même arrêté, les mots "de morele consulenten" sont remplacés par les mots "de moreel consulenten".

Art. 12. Dans l'article 45 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et les conseillers islamiques," sont insérés entre les mots "les aumôniers" et le mot "président";

Art. 7. In afdeling 3 van Titel II, Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidende :

« Art. 39bis. § 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° aalmoezenier : elke persoon, al dan niet bezoldigd ten laste van de overheid, die door het bevoegde representatieve orgaan van een erkende eredienst, met uitzondering van de islamitische eredienst, wordt voorgedragen om religieuze bijstand in een strafinrichting te verlenen en die hiertoe door de Minister van Justitie wordt gemachtigd;

2° islamconsulent : elke persoon, al dan niet bezoldigd ten laste van de overheid, die door het representatief orgaan van de islamitische eredienst wordt voorgedragen om religieuze bijstand in een strafinrichting te verlenen en die hiertoe door de Minister van Justitie wordt gemachtigd;

3° moreel consulent : elke persoon, al dan niet bezoldigd ten laste van de overheid, die door een erkende organisatie die morele diensten verleent op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing wordt voorgedragen om morele bijstand in een strafinrichting te verlenen en die hiertoe door de Minister van Justitie wordt gemachtigd;

4° hoofdaalmoezenier, islamconsulent-hoofd van dienst en moreel consulent-hoofd van dienst : respectievelijk de aalmoezenier, de islamconsulent en de moreel consulent die door het bevoegde representatieve orgaan voorgedragen wordt en door de Minister van Justitie erkend wordt als contactpersoon bij het Bestuur;

5° bevoegde representatief orgaan : orgaan dat de religieuze overheid van een erkende eredienst of de overheid van een erkende organisatie die morele diensten verleent op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing vertegenwoordigt naar de burgerlijke overheid toe.

§ 2. De aalmoezeniers, islamconsulenten en moreel consulenten zijn geen personeelsleden van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen en hebben niet de hoedanigheid van rijksambtenaar.

§ 3. De verleende machtiging geldt voor één of meerdere bepaalde strafinrichtingen.

De Minister van Justitie is bevoegd om de verleende machtiging of erkenning definitief of tijdelijk in te trekken, onder meer in geval van overtreding van de regels vervat in artikel 48 van dit besluit.

Deze beslissing wordt schriftelijk hetzij aan de hoofdaalmoezenier, aan de islamconsulent-hoofd van dienst of aan de moreel consulent-hoofd van dienst betekend binnen een termijn van tien dagen.

§ 4. Bij diens afwezigheid worden de hoofdaalmoezenier, de islamconsulent-hoofd van dienst en de moreel consulent-hoofd van dienst vervangen respectievelijk door een aalmoezenier, een islamconsulent en een moreel consulent gemachtigd door de Minister van Justitie. »

Art. 8. Artikel 40 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. De gedetineerden ontvangen op hun verzoek de morele en religieuze bijstand van een bedienaar van hun eredienst of de morele bijstand van een moreel consulent.

Deze laatste worden in het bezit gesteld van een identificatiekaart die door de Minister van Justitie wordt afgeleverd. »

Art. 9. Artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de islamconsulenten" worden ingevoegd tussen de woorden "de aalmoezeniers" en de woorden "en de morele consulenten";

b) in de Nederlandse tekst worden de woorden "de morele consulenten" vervangen door de woorden "de moreel consulenten";

c) volgende woorden vervallen : "tenzij deze er uitdrukkelijk om vragen".

Art. 11. In de Nederlandse tekst van artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden "de morele consulenten" vervangen door de woorden "de moreel consulenten".

Art. 12. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "en de islamconsulenten" ingevoegd tussen de woorden "de aalmoezeniers" en het woord "leiden";

b) l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les conseillers moraux président aux célébrations et remplissent tous les devoirs de leur mission auprès des détenus de leur conviction »;

c) dans l'alinéa 2 ancien, devenu l'alinéa 3, les mots "Ils sont appelés" sont remplacés par les mots "Les aumôniers et conseillers islamiques et les conseillers moraux sont appelés";

d) les mots suivants sont supprimés : "qui se produisent dans la population confiée à leurs soins".

Art. 13. Dans l'article 46 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ou aux célébrations de l'assistance morale non-confessionnelle" sont insérés entre les mots "cérémonies de leur culte" et le mot "doivent";

b) dans l'alinéa 2, les mots "ou de l'assistance morale non-confessionnelle" sont insérés entre les mots "d'un culte" et le mot "exprime".

Art. 14. Dans l'article 48 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "personnes chargées de l'assistance morale aux détenus" sont remplacés par les mots "aumôniers, conseillers islamiques et conseillers moraux";

b) l'énumération est complétée comme suit :

« 3° d'introduire dans l'établissement des boissons spiritueuses et tous produits nocifs;

4° d'introduire aucune personne à l'intérieur de l'établissement sans autorisation;

5° d'utiliser, si ce n'est dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, aucun objet appartenant à l'Etat;

6° de fournir, sans autorisation expresse du Ministre de la Justice, si ce n'est aux autorités compétentes, des renseignements ou attestations relatifs soit aux détenus soit à l'organisation des divers services;

7° d'introduire à l'établissement ou d'en faire sortir aucun objet destiné ou appartenant à des détenus ou de se charger pour eux d'aucune commission sans l'autorisation du directeur;

8° d'acheter ou vendre, prêter ou emprunter quoi que ce soit aux détenus;

9° d'employer à leur service particulier, hors les cas spécialement autorisés par le Ministre de la Justice, des détenus ou les conjoint, parents, ou alliés de ceux-ci;

10° de faciliter ou de tolérer toute communication irrégulière des détenus, soit à l'intérieur, soit avec l'extérieur;

11° de communiquer au dehors et spécialement aux parents et amis des détenus, des renseignements qui se rattachent au service;

12° de promettre aux détenus des grâces, des réductions de peine, une libération conditionnelle ou d'autres faveurs;

13° d'influencer les détenus dans le choix de leurs défenseurs ou conseils. »

Art. 15. L'article 49 du même arrêté est abrogé.

Art. 16. Dans le Titre II, Chapitre IV du même arrêté, la section 4, comprenant les articles 50 à 52 et la section 5, comprenant les articles 53 à 55 sont abrogées.

Art. 17. Dans l'article 92 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 26 septembre 1995, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "du conseiller islamique" sont insérés entre le mot "aumônier" et les mots "ou du conseiller moral";

b) dans le texte néerlandais, les mots "de moreel consulent" sont remplacés par les mots "de moreel consulent".

Art. 18. Dans l'annexe au même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "l'aumônier du culte islamique" sont remplacés par les mots "le conseiller islamique";

b) het volgende lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De moreel consulenten leiden de vieringen en vervullen al de plichten van hun opdracht bij de gedetineerden van hun overtuiging »;

c) in het vroegere tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden "Zij worden terstond ontboden" vervangen door de woorden "De aalmoezeniers, de islamconsulenten en de moreel consulenten worden terstond verwittigd";

d) volgende woorden vervallen : "die zich voordoen onder de bevolking, die aan hun zorg is toevertrouwd".

Art. 13. In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "of de vieringen inzake de niet-confessionele morele dienstverlening" ingevoegd tussen de woorden "ceremoniën van hun eredienst" en het woord "moeten";

b) in het tweede lid worden de woorden "of van de niet-confessionele morele dienstverlening" ingevoegd tussen de woorden "een eredienst" en het woord "deelneemt".

Art. 14. In artikel 48 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de personen belast met de zedelijke bijstand aan gedetineerden" worden vervangen door de woorden "de aalmoezeniers, islamconsulenten en moreel consulenten";

b) de opsomming wordt aangevuld als volgt :

« 3° geestrijke dranken of enig schadelijk product in de inrichting binnen te brengen;

4° zonder toelating iemand in de inrichting binnen te brengen;

5° enig aan de Staat toebehorend voorwerp te gebruiken, behalve indien dit geschiedt in of naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt;

6° zonder uitdrukkelijke toelating van de Minister van Justitie, aan anderen dan aan de bevoegde overheden inlichtingen of getuigschriften over te maken betreffende ofwel gedetineerden, ofwel de organisatie van de verschillende diensten;

7° voorwerpen die voor de gedetineerden bestemd zijn of hun toebehoren, binnen of buiten de inrichting te brengen of boodschappen voor hen te verrichten zonder de toelating van de directeur;

8° om het even wat van de gedetineerden te kopen of te ontfemen, dan wel aan hen te verkopen of te lenen;

9° buiten de gevallen waarvoor de Minister van Justitie een bijzondere toelating heeft verleend, gedetineerden of echtgenote, bloed- of aanverwanten ervan in eigen dienst te nemen;

10° om het even welke onregelmatige mededeling van de gedetineerden, hetzij binnen de inrichting, hetzij met de buitenwereld, te vergemakkelijken of te gedogen;

11° buiten de inrichting en in het bijzonder aan verwanten en vrienden van de gedetineerden inlichtingen te verstrekken over de dienst;

12° aan gedetineerden genade, strafvermindering, voorwaardelijke invrijheidstelling of andere gunsten te beloven;

13° de gedetineerden te beïnvloeden bij de keuze van hun verdedigers of raadslieden. »

Art. 15. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. In Titel II, Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit, worden afdeling 4, bestaande uit de artikelen 50 tot 52, en afdeling 5, bestaande uit artikelen 53 tot 55, opgeheven.

Art. 17. In artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de islamconsulent" worden ingevoegd tussen het woord "aalmoezenier" en de woorden "of de moreel consulent";

b) in de Nederlandse tekst worden de woorden "de moreel consulent" vervangen door de woorden "de moreel consulent".

Art. 18. In de bijlage van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de aalmoezenier van de islamitische eredienst" worden vervangen door de woorden "de islamconsulent";

b) les mots "du conseiller moral de la Fondation pour l'assistance morale aux détenus" sont remplacés par les mots "du conseiller moral";

c) dans le texte néerlandais, le mot "godsdienstige" est remplacé par le mot "religieuze";

d) un point 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« 5. Je désire participer aux célébrations relatives à l'assistance morale non-confessionnelle »;

e) un point 6 est ajouté, rédigé comme suit :

« 6. Je ne désire pas participer aux célébrations relatives à l'assistance morale non-confessionnelle ».

Art. 19. L'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2001.

Art. 21. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

b) de woorden "de morele consultant van de Stichting voor morele bijstand aan gedetineerden" worden vervangen door de woorden "de moreel consultant";

c) in de Nederlandse tekst wordt het woord "godsdienstige" vervangen door het woord "religieuze";

d) een vijfde punt wordt toegevoegd, luidende :

« 5. Ik wens deel te nemen aan de vieringen inzake niet-confessionele morele dienstverlening »;

e) een zesde punt wordt toegevoegd, luidende :

« 6. Ik wens niet deel te nemen aan de vieringen inzake niet-confessionele morele dienstverlening ».

Art. 19. Het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consultants bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2001.

Art. 21. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 916

[C — 2001/09191]

16 MARS 2001. — Arrêté royal relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 185, alinéa 1^{er}, modifié par les lois du 15 juillet 1970 et 17 février 1997, l'article 353bis, inséré par la loi du 6 mai 1997, et modifié par les lois des 24 mars 1999 et 12 avril 1999 et l'article 354, modifié par les lois des 21 février 1983, 17 février 1997, 22 décembre 1998 et 12 avril 1999;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 39, alinéa 3, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, et l'alinéa 6, inséré par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 99, modifié par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986, et les lois des 21 décembre 1994, 22 décembre 1995 et 13 février 1998, l'article 100, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et modifié par les lois des 21 décembre 1994 et 26 mars 1999, l'article 100bis, inséré par la loi du 21 décembre 1994, l'article 102, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et modifié par les lois des 21 décembre 1994, 22 décembre 1995 et 26 mars 1999 et l'article 102bis, inséré par la loi du 21 décembre 1994 et modifié par la loi du 22 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1968 relatif au statut des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, modifié par les arrêtés royaux du 4 juillet 1975, 12 avril 1977 et 20 novembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des cours et tribunaux et du personnel des parquets, notamment l'article 56, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1971 et 4 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1975 relatif aux congés et aux absences du personnel des greffes et des parquets et aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 1976 et 24 novembre 1983;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1983 relatif aux absences et à la position de disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité des greffiers, du personnel des greffes et de parquets, et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès la Cour de cassation;

N. 2001 — 916

[C — 2001/09191]

16 MAART 2001. — Koninklijk besluit betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 185, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1970 en 17 februari 1997, artikel 353bis, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1997, en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 1999 en van 12 april 1999 en artikel 354, gewijzigd bij de wetten van 21 februari 1983, 17 februari 1997, 22 december 1998 en 12 april 1999;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 39, derde lid, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, en zesde lid, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 99, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en de wetten van 21 december 1994, 22 december 1995 en 13 februari 1998, op artikel 100, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994 en 26 maart 1999, op artikel 100bis, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, op artikel 102, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994 en 22 december 1995 en 26 maart 1999 en op artikel 102bis, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende het statuut van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 juli 1975, 12 april 1977 en 20 november 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der Rechterlijke Orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en het personeel der parketten, inzonderheid op artikel 56, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1971 en 4 juli 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1975 betreffende de verloven en de afwezigheden van het personeel van de griffies en de parketten en van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 1976 en 24 november 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1983 betreffende de afwezigheden en stand beschikbaarheid wegens ziekte of gebrekkigheid van de griffiers, van het personeel van de griffies en parketten, en van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie;